



# LA CLÉ D'UN BON RÉGIME D'ASSURANCE CONTRE LES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ITCILO E-CAMPUS / CONNAISSANCE EN LIGNE

Module 9

Les principaux éléments d'un cadre juridique  
pour un régime d'assurance contre les lésions  
professionnelles



International Labour Organization



International Training Centre

# Vue d'ensemble

Ce module traite des principaux éléments d'un cadre normatif solide en matière d'assurance contre les lésions professionnelles. Il examine les raisons pour lesquelles un tel cadre est important ainsi que les moyens d'y parvenir. Il énumère ensuite les principaux éléments qui devraient être abordés par les décideurs et les législateurs avec le soutien des partenaires sociaux.

## Résultats de l'apprentissage

A la fin du Module 9, les participants devraient :

- Comprendre l'importance d'un cadre normatif solide.
- Acquérir une connaissance de base des notions clés à inclure dans un tel cadre.
- Acquérir une connaissance de base des pratiques nationales

# Légende

**Si vous trouvez cette icône , vous êtes en présence d'un lien EXTERNE**

Afin de ne pas perdre la page actuelle, il peut être utile d'ouvrir une page web dans un nouvel onglet. Par défaut, la règle veut qu'un lien externe (vers un autre site) s'ouvre dans un nouvel onglet, et qu'un lien interne (vers une autre page du site) s'ouvre dans le même onglet. Mais ce n'est pas toujours le cas, et il est aussi parfois utile de vouloir ouvrir plusieurs pages du même site en même temps, dans plusieurs onglets.

Si vous souhaitez ouvrir un lien dans un nouvel onglet, faites un **clic droit sur le lien et sélectionnez « Ouvrir dans un nouvel onglet »**. Vous pouvez également utiliser le raccourci clavier « **Ctrl** »+**clic gauche de la souris** sur le lien.

**Si vous trouvez l'une de ces icônes     vous êtes en présence d'un lien INTERNE.**



clic gauche de la souris sur l'icône (lien) pour voir plus d'informations.



clic gauche de la souris sur l'icône (lien) pour revenir à la diapositive d'origine.



clic gauche de la souris sur l'icône (lien) pour passer à la page suivante.



si cette icône est grise, vous avez atteint la dernière page.



clic gauche de la souris sur l'icône (lien) pour revenir à la page précédente.



si cette icône est grise, vous avez atteint la première page.

# L'importance d'un cadre juridique solide dans la mise en place d'un régime d'assurance contre les lésions professionnelles

- Établir le droit aux prestations et en assurer la prévisibilité
- Fixer les critères à respecter afin d'être éligible aux prestations
- Assurer une application uniforme de la loi et la cohérence du système
- Assurer l'application de la loi par le biais d'une loi d'application stricte
- Assurer la continuité du droit aux prestations, malgré d'éventuels changements de gouvernement
- Assurer aux travailleurs un milieu de travail sécuritaire
- Générer une grande confiance envers le système et ses administrateurs en les contraignant à faire preuve de transparence
- Agir comme un contre-pouvoir contre la gestion arbitraire
- Établir des mécanismes de contrôle
- Assurer l'égalité de traitement

# L'importance d'un cadre juridique solide dans la mise en place d'un régime d'assurance contre les lésions professionnelles

- Établir les rôles et les responsabilités des gouvernements ainsi que le pouvoir des tribunaux pour surveiller les actions gouvernementales
- Permettre de clarifier les rôles et les responsabilités des entités impliqués dans l'administration, la gestion, l'indemnisation et l'application du régime de sécurité sociale
- Faciliter l'élaboration d'objectifs globaux pour l'ensemble du système et l'identification des lacunes en matière de sécurité sociale

# L'importance d'un cadre juridique solide dans la mise en place d'un régime d'assurance contre les lésions professionnelles

- Contribuer à l'uniformité et à la cohérence du système, ce qui peut en augmenter l'efficacité et en diminuer les coûts
- Assurer une cohérence dans la conception et la mise en œuvre de la stratégie de sécurité sociale au sens large, dans la sécurité et le contrôle du système et des différents intervenants impliqués et ce, dans le but d'atteindre le plus haut niveau possible de protection et de couverture
- Assurer la pérennité financière du régime grâce à des règles entourant un financement, des investissements et des réserves adéquats
- Assurer la pérennité politique du régime grâce à des dispositions contre les abus et la corruption (se référer au module 10 pour les questions de gouvernance)

# Comment parvenir à un cadre juridique solide en matière de lésions professionnelles?

- L'adoption d'un cadre juridique solide s'inscrit dans une stratégie à long terme
- Elle doit être le résultat de politiques bien pensées en matière de lutte contre les lésions professionnelles et agir de concert avec les politiques qui touchent le marché du travail
- Les politiques, les lois et les règlements relatifs aux lésions professionnelles devraient contribuer à éliminer certains des obstacles qui limitent la participation des travailleurs victimes de lésions professionnelles au marché du travail et à améliorer l'employabilité de ces derniers
- Des comités interministériels peuvent être nécessaires pour assurer un lien efficace entre les politiques relatives aux lésions professionnelles, la prévention, les enjeux de santé, la réadaptation et un financement approprié
- Les comités tripartites doivent être privilégiés pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques et des lois relatives aux lésions professionnelles

# Quelle forme devrait prendre une loi sur l'assurance en cas de lésions professionnelles?

- Un large éventail d'instruments législatifs (lois, décrets, règlements, directives, etc.) peut contribuer à l'élaboration d'un cadre juridique solide
- Le choix d'un instrument peut dépendre de la nature des dispositions et du processus d'adoption :
  - Par exemple, une disposition qui nécessite une mise à jour régulière doit être prescrite par décret ou une directive plutôt que par une loi. Au contraire, les éléments fondamentaux du régime, tels que les conditions d'éligibilité, le niveau des prestations, le droit de porter plainte ou d'aller en appel doivent bénéficier de plus de certitude juridique
- Il n'existe pas de réponse unique à la question de savoir où inclure les dispositions relatives aux lésions professionnelles. Cela pourrait être dans :
  - Une législation autonome
  - Le code du travail
  - Une législation en matière de sécurité sociale ou d'assurances
- Dans les pays où la législation sur la sécurité sociale prévoit la création d'un certain **nombre de régimes de sécurité sociale en même temps** (plusieurs risques/branches), **la mise en place et le fonctionnement de leur administration est généralement régis par une seule loi**

# Quelle forme devrait prendre une loi sur l'assurance en cas de lésions professionnelles?

- Afin d'assurer le cadre juridique le plus solide et efficace sur les lésions professionnelles, les éléments suivants devraient être vérifiés :
  - Cohérence de la (des) politique(s) de lutte contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, le cadre juridique et le système de sécurité sociale au sens large
  - Promotion d'une démarche systémique plutôt qu'une approche « à la pièce »
  - Liens opérationnels et efficaces entre les organisations de santé et de sécurité au travail
  - Partage de données entre ces organisations
  - Liens avec les intervenants qui fournissent les services et les prestations

# Protection contre les lésions professionnelles dans différents pays

Pays	Type de programme	Assurance fournie par	Base statutaire
<b>Bangladesh</b>	Responsabilité des employeurs	Compagnies d'assurance privées	Code du travail
<b>Belgique</b>	Système d'assurance sociale	Accidents : Compagnies d'assurance privées  Maladies professionnelles : Fonds public	Accidents du travail : Loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail  Les maladies professionnelles : Lois coordonnées du 3 juin 1970 relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles
<b>Chili</b>	Système d'assurance sociale	Le secteur privé : Mutuelles d'employeurs  Secteur public : Institut de sécurité au travail	Ley 16.744 - Assurance sociale contre les risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles. Lois et décrets relatifs à la couverture des fonctionnaires, des travailleurs indépendants, des étudiants et des apprentis.
<b>Tanzanie</b>	Système d'assurance sociale	Fonds public	Loi sur l'indemnisation des travailleurs



[Pour plus d'informations, cliquez ici](#)

# Quels sont les principaux éléments d'une loi sur les régimes EII?

## **Assurabilité**

Éligibilité au régime

Enregistrement des différents secteurs d'activité et couverture des travailleurs

## **Cotisations**

Détermination du montant

Obligations des employeurs de fournir et de conserver les données pertinentes

Inspection (pouvoirs, rôles et responsabilités)

Recouvrement des cotisations impayées, incluant pénalités et intérêts

## **Prestations**

Droit à une indemnisation en cas de lésions professionnelles

Risques couverts : accidents du travail, maladies professionnelles, accidents lors des déplacements (incluant la formation)

Détermination de l'invalidité

Détermination des revenus

Prestations : soins médicaux, prestations d'invalidité et de retraite, surveillance et soins de longue durée, prestations de survivant et frais funéraires

# Quels sont les principaux éléments d'une loi sur les régimes EII?

## **Prestations (suite)**

Durée des prestations

Conditions de suspension

Détermination du montant de la prestation

Coordination des prestations du régime d'EII et des autres prestations

Référence à la commission médicale

Appel des décisions de la commission médicale

Révision des décisions de la commission médicale ou de l'appel

Procédure pour effectuer une demande de prestations (incluant l'avis écrit de la survenance d'une lésion)

Indemnité pour deux ou plusieurs accidents successifs

Lien avec les établissements de réadaptation physique ou professionnelle

Lien avec les activités de prévention

## **Administration et gouvernance**

Mise en place du fonds

Administrateur délégué (directeur général) et fonctions

Nomination d'un comité consultatif médical

Mise en place d'un conseil d'administration

Pouvoirs, rôles et responsabilités fiduciaires du conseil d'administration

# Quels sont les principaux éléments d'une loi sur les régimes EII?

## Responsabilités des employeurs

Obligation d'enregistrement

Obligation de tenir un registre

Obligation de donner accès aux lieux de travail

Obligation de donner accès aux soins médicaux

Le principe du « no-fault » doit être précisé. Il signifie que les employeurs ne peuvent être poursuivis en cas de lésions professionnelles de leurs travailleurs. Ces derniers abandonnent le droit de poursuivre leur employeur lorsque de telles éventualités se produisent. Les cas de négligence ne sont pas couverts par le régime.

# Quels sont les principaux éléments d'une loi sur les régimes EII?

<b>Finances et audit</b>	Investissement des fonds
	Comité d'investissements
	Prévisions budgétaires
	Comptes
	Audit
	Rapport annuel
	Évaluation des actifs et des passifs
<b>Contestation</b>	Pouvoir de révision du directeur général et procédure d'appel
	Ouverture de la procédure
	Égalité de traitement pour les travailleurs étrangers